COMMISSION DE RÉDACTION DU PROJET DE CHARTE NATIONALE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE
JOURNÉES DE RESTITUTION AUX FORCES VIVES ET À LA DIASPORA
. CÉRÉMONIE OFFICIELLE DE REMISE DU PROJET DE LA CHARTE NATIONALE POUR LA PAIX ET LA RÉCONCILIATION NATIONALE AU CHEF DE L'ETAT, LE GÉNÉRAL D'ARMÉE ASSIMI GOÏTA
DATE: LES 20, 21 ET 22 JUILLET 2025
LIEU : CICB

MALI

1807

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 17 JUILLET 2025

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Solidarité autour du Mali

Mamadou Lah et l'association Mali WOYE volent au secours des plus vulnérables



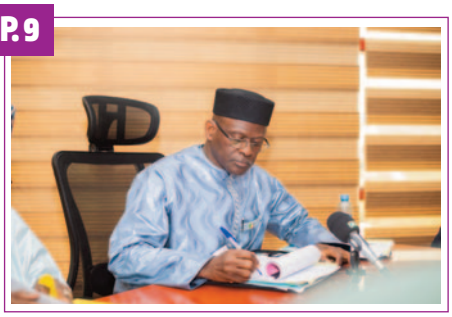
Mali : **Quand l'artisan critique son propre ouvrage**



Crise de la qualité de l'eau à Bamako : **La DG de la SOMAGEP-SA monte au front**


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Solidarité autour du Mali : Mamadou Lah et l'association Mali WOYE volent au secours des plus vulnérable **P.4**

Brèves /

Revitalisation industrielle et économie endogène : Le ministre du commerce discute avec le CINSERE-ANR **P.9**

Refus de visa pour les jeunes basketteuses U-19 : Le Ministère Diop exprime son désaccord officiel envers la République Tchèque **P.9**

Tragédie sur le boulevard menant à Yirimadio : L'appel à la prudence sur nos routes **P.10**

Kayes et Nara : Opération antiterroriste des Forces Armées Maliennes **P.10**

Actualité /

Crise au complexe minier de Loulo-Gounkoto : L'État malien opte pour la vente d'une tonne d'or pour assurer la reprise des opérations **P.12**

Crise de la qualité de l'eau à Bamako : La DG de la SOMAGEP-SA monte au front14 **P.14**

Politique /

L'état malien face à ses périphéries : L'impasse jacobine **P.16**

Tribune d'opinion : Pour une fiscalité endogène au service du développement en Afrique **P.18**

Mali : Quand l'artisan critique son propre ouvrage **P.20**

Culture & société /

Inde : Un homme célèbre son divorce en prenant un bain de lait **P.23**

International /

Guerre Ruissie-Ukraine : Medvedev repond à l' ultimatum lancé par Donald Trump **P.24**

RCI : Un journaliste béninois extradé dans son pays **P.25**

Sport /

Quarts de finale de la CAN Féminine CAF TotalEnergies 2024 : Des affiches palpitantes en perspective **P.26**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Solidarité autour du Mali

Mamadou Lah et l'association Mali WOYE volent au secours des plus vulnérables

Une semaine de solidarité nationale a été lancée ce mardi 15 juillet 2025 au siège du Service Social des Armées, sous l'impulsion conjointe de l'homme d'affaires Mamadou Lah, surnommé « Ahmed Dollar », et de l'association Mali WOYE dirigée par Sadya Touré.

Dans un geste fort de compassion et de patriotisme, plus de 40 millions de francs CFA de dons – composés de vivres et de non-vivres – seront distribués au cours de la semaine à des populations particulièrement éprouvées par la crise sécuritaire et sociale au Mali.

Ce lancement officiel, placé sous le sceau de l'émotion et de la reconnaissance, a réuni plusieurs personnalités nationales autour d'un objectif commun : redonner espoir et dignité à plus de 1 000 bénéficiaires, parmi lesquels les veuves et orphelins de militaires tombés sur le champ d'honneur, les déplacés internes du centre Mabilé et les nourrissons de la pouponnière de Niamana.

L'événement a débuté dans une atmosphère empreinte de solennité, avec la remise symbolique des premiers dons aux veuves de militaires, en présence de la Directrice Générale du Service Social des Armées. Des gestes chargés de sens pour des femmes qui, dans le silence du deuil, continuent de porter le poids du sacrifice national.

« Il ne s'agit pas seulement d'un acte de bienfaisance, mais d'un acte de reconnaissance envers ceux et celles qui ont tout donné pour la patrie », a déclaré Sadya Touré, très émue, saluant le courage de ces familles et l'élan de générosité de Mamadou Lah.

L'initiative baptisée Solidarité Autour Du Mali se veut aussi un signal fort pour rappeler à la

société malienne son devoir de mémoire et d'engagement envers les victimes indirectes du conflit. Au dire de sa représentate, pour Mamadou Lah, l'homme à l'origine de ce vaste élan de solidarité, c'est une manière concrète de rendre à son pays ce qu'il lui a donné.

« À travers cette action, Mamadou Lah souhaite témoigner sa solidarité envers ceux qui souffrent en silence. Le Mali est une famille, et chaque membre mérite d'être soutenu en temps de détresse », a-t-elle affirmé, très applaudi lors de son allocution.

La cérémonie a aussi été marquée par un appel vibrant à pérenniser cette dynamique de soutien. Les organisateurs souhaitent en faire une tradition annuelle et comptent élargir les bénéficiaires aux zones rurales les plus touchées par la précarité et le déplacement forcé.

En cette période de grandes incertitudes, le message est clair : la solidarité ne doit pas rester un slogan mais devenir un pilier de l'action citoyenne au Mali. Et dans ce combat, l'exemple de Sadya Touré et de Mamadou Lah montre que chacun, à son niveau, peut faire la différence.

Yacouba Ongoiba



Casimir Sangala



Le Kenya supprime les visas pour les Africains, sauf la Libye et la Somalie.

Lumière De Kouroulamini



Son Excellence le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye en visite de travail de 48 au Bénin sans une félicitation des panafricains....

Pepele news



CRASH AIR #INDIA | Vishwash, unique rescapé d'un crash ayant coûté la vie à 211 passagers, est profondément traumatisé : il dort à peine, et souffre du syndrome du survivant. Il a perdu son frère assis à ses côtés, vu des corps mutilés, et assisté aux funérailles.
Depuis son lit d'hôpital, suivi psychologiquement, il a exprimé une profonde détresse : « J'aurais préféré ne pas être en vie ». Son siège, le 11A, est désormais considéré comme un "miracle" dans ce drame.
(Sources : The Guardian, BBC, médias locaux.)
#MONDE @pepele_news



Kadhafi Diakité officiel



L'ennemi veut tenter sa chance à Kidal, après leurs récentes cuisantes défaites. Force, courage et bénédictions aux FAMa pour y faire face ! In Sha Allah nous vaincrons !

Malijet



Au moment où le Président Diomaye Faye était absent du pays pour répondre à l'invitation du Président Trump, le Premier ministre Ousmane Sonko s'est offert l'occasion de l'installation du Conseil national du PASTEF pour faire des déclarations à connotations de rupture. Même si les mots clés de son discours étaient livrés en langue "Wolof", les quelques expressions fuitées en français ne rassurent pas sur la bonne santé des relations entre les deux jeunes- hommes forts du Sénégal.



Sambou Sissoko



La prison est souvent le vestibule du pouvoir authentique. On y entre soit pour avoir défendu une cause juste, soit parce qu'on dérange un système qui veut museler la vérité. Dans les régimes autoritaires, elle devient une école du courage politique, une forge de leadership. Ce n'est pas une fin, mais un commencement.
Sois fort, Mohamed Youssouf Bathily, dit Ras Bath. Ce que tu vis aujourd'hui, d'autres l'ont traversé avant toi. La prison n'a pas étouffé leur voix, elle l'a portée. Elle n'a pas brisé leur engagement, elle l'a sanctifié. Elle ne les a pas effacés, elle les a inscrits dans la mémoire collective des peuples en lutte.
Rappelle-toi : Bassirou Diomaye Faye et Ousmane Sonko ont quitté la prison pour entrer au palais. Parce qu'ils incarnaient une espérance qu'aucune cellule ne pouvait contenir. Parce qu'ils ont su transformer l'injustice qu'ils subissaient en étendard de justice pour leur peuple.
Toi aussi, Ras Bath, tu es de cette lignée. Tu déranges parce que tu dis tout haut ce que beaucoup murmurent. Tu es persécuté non pour des crimes, mais pour ton indépendance, ton franc-parler, ta capacité à réveiller les consciences. C'est pour cela qu'on t'enferme. Et c'est aussi pour cela que tu sortiras plus fort, plus légitime, plus dangereux pour les imposteurs du pouvoir.



Car dans les dictatures, la prison est souvent le seul diplôme qui atteste d'un véritable engagement.
Tu n'es pas seul. L'histoire te regarde. Le peuple t'écoute, même à travers les murs. Et le régime qui te détient a déjà perdu : il a fait de toi un symbole.

▪ Kevin Joel Mouofo



Sénégal : "Ce lundi 14 juillet 2025, le Président du Sénégal S.E.M Bassirou Diomaye Faye a reçu le rapport du dialogue national."
"Le dialogue national s'est tenu au Sénégal en moi de mai 2025." Pendant 5 jours, toutes les voix du pays se sont réunies pour bâtir un avenir plus juste pour le peuple.
L'essentiel du rapport :
"Mutation du Conseil Constitutionnel en une Cour Constitutionnel", pour un contrôle moderne et renforcé de nos institutions.
"Création d'un organe indépendant pour gérer les élections", garantissant transparence et impartialité.
"Inscription automatique des primo-électeurs" , pour donner une voix à chaque génération.
" Institutionnalisation des débats programmatiques", pendant l'élection présidentielle, afin que les idées guident les choix citoyens.
"Dématérialisation complète du processus électoral", pour un système plus rapide et sécurisé.
Le Chef de l'État a promis que ces recommandations prioritaires seront rapidement traduites en actes, grâce à un comité de suivi "ad hoc" mis en place dès cette semaine. #présidence



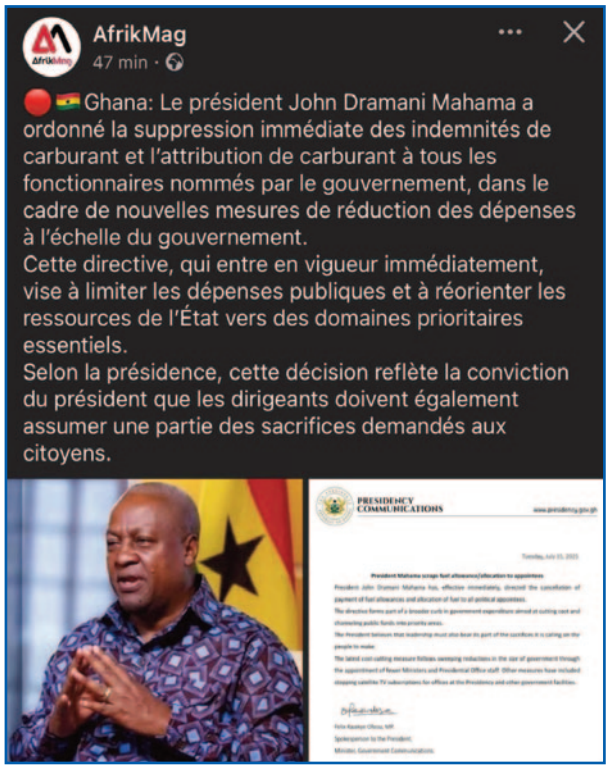
▪ Quotidien du Peuple ▪

Le vice-président chinois Han Zheng a rencontré lundi le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, à Beijing.
M. Han a rappelé que le président chinois Xi Jinping avait eu une réunion fructueuse avec le Premier ministre indien Narendra Modi à Kazan en octobre dernier, ce qui a permis aux relations #Chine-#Inde de prendre un nouveau départ. Notant que la Chine et l'Inde sont toutes deux de grands pays en développement et des membres importants du Sud global, M. Han a déclaré que c'était le bon choix pour les deux parties d'être des partenaires contribuant au succès de l'un et de l'autre.
http://french.peopledaily.com.cn/.../c31354-20340091.html



▪ Solo Diarra

Moussa koné l'un des meilleurs ministres de la Santé sous Moussa Traoré
n'avait même pas son DEF pourtant il a su gérer efficacement son ministère.



Bechir Ben Haidara



Basketball:
L'ambassadeur Tchèque aurait invoqué la présence de deux militaires dans l'encadrement technique. Alors pourquoi ne les a-t-on pas écarté à temps ?

Sambou Sissoko



Ils étaient jeunes. Ils étaient fous. Mais c'est leur folie qui a libéré le Mali.
Alpha Oumar Konaré : 45 ans en 1991.
Amadou Toumani Touré : 43 ans.
Mountaga Tall : 35 ans.
Oumar Mariko : 32 ans.
Et tant d'autres encore, étudiants, syndicalistes, anonymes, martyrs.
Ils n'étaient ni milliardaires, ni Généraux, ni vieux sages assis dans des salons climatisés. Ils étaient jeunes. Ils étaient en colère. Et ils ont osé.
Ils ont défié un pouvoir militaire brutal, corrompu, adossé à des notables serviles et des chefs religieux silencieux ou complices. Ils n'étaient pas sous l'effet de la drogue ni de l'alcool. Ils n'étaient pas des ennemis de la patrie. Ils étaient tout simplement déterminés. Et dans un pays qui étouffait, leur audace ressemblait à de la folie. Une folie nécessaire. Une folie salvatrice.
Au Mali, en 2025, on diabolise les jeunes qui parlent.
Tu t'indignes ? Tu es drogué.
Tu dénonces ? Tu es payé par l'étranger.
Tu contestes l'armée ou le pouvoir ? Tu es anti-patriote.
Tu refuses la misère ? Tu es insolent.
Bref : tu es fou.
Mais il y a pire que cette stigmatisation : le silence résigné d'une jeunesse qu'on a anesthésiée.
Une jeunesse qui accepte l'humiliation quotidienne,
qui confond virilité avec vénération des militaires,
qui se laisse divertir par des discours "souverainistes" creux pendant que l'économie s'effondre, que les écoles ferment, que les soldats meurent dans l'indifférence.
Et pourtant, l'histoire nous a déjà donné la leçon :
Ce sont les jeunes qui ont changé le cours du Mali en 1991.
Ils ont osé là où d'autres priaient pour que le destin change sans effort.
Ils ont affronté la dictature pendant que les vieux marchandaient leur silence.
Aujourd'hui, l'histoire bégaie.
Une nouvelle junte a confisqué le pouvoir.
Des militaires se prennent pour des prophètes.
Les libertés fondent comme neige au soleil.
La peur règne. Les courtisans prospèrent. Les religieux bénissent le pouvoir en échange de privilèges.
Et la jeunesse regarde... en silence.
Mais le Coran est clair : « En vérité, Allah ne change pas l'état d'un peuple tant que les gens ne changent pas ce qui est en eux-mêmes. » (Sourate Ar-Ra'd, verset 11).
Ce n'est donc ni Dieu, ni la CEDEAO, ni les militaires, ni la Russie, ni la Chine, ni AfricaCorps, ni personne d'autre qui sauvera ce pays.
C'est le sursaut intérieur. C'est la jeunesse. C'est toi.
Alors je te pose une seule question, simple mais brutale :
Quel âge as-tu ?
Et surtout :
As-tu encore assez de courage pour être traité de fou mais pour une cause juste ?
Parce que, soyons clairs :
Le Mali ne manque pas de pétrole, il manque de courage.
Il ne manque pas de leaders, il manque de révoltés.
Il ne manque pas de problèmes, il manque de jeunesse prête à les affronter.
En 1991, ils avaient entre 30 et 40 ans.
En 2025, tu as quel âge ?
Et qu'attends-tu ?



Mali Jolies Dew provisoire

La dette totale du Mali c'est 12 milliards de dollars et non 300 millions. Par contre le remboursement des 300 millions permet au Mali de mieux emprunter.

Lanceur D'alerte

Ousmane SONKO fixe ses règles aux ministres : «Je veux être clair : nous entrons dans une phase où chaque blocage aura un responsable identifié...» '' daa fatté né mom moy problème Sénégal

Revitalisation industrielle et économie endogène : Le ministre du commerce discute avec le CINSERE-ANR



Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Moussa Alassane DIALLO, a accueilli ce lundi 14 juillet 2025 une délégation du Cadre d'Interprétation et de Suivi de la Nouvelle Lecture des Assises Nationales de la Refondation (CINSERE-ANR), dirigée par Me Amadou Tiéoulé DIARRA. Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur la mise en œuvre des propositions des Assises Nationales de la Refondation, en mettant particulièrement l'accent sur la revitalisation des unités industrielles, la transformation de l'économie nationale et le développement local.

Le Ministre Diallo a souligné l'importance cruciale d'une industrie solide et autonome pour le Mali. Il a informé les membres de la délégation que des analyses approfondies étaient en cours en vue de réactiver l'Huilerie Cotonnière du Mali (HUICOMA) et que des ressources financières substantielles étaient mobilisées pour stabiliser le Complexe Textile du Mali (COMATEX). De plus, le Ministre a mis en avant la détermination du gouvernement à soutenir un modèle d'industrialisation qui favorise les Petites et Moyennes Entreprises (PME) maliennes, ainsi qu'à renforcer la collaboration stratégique avec d'autres ministères.

De leur côté, les experts du CINSERE ont abordé des sujets clés tels que la revitalisation des filières prioritaires et la préservation du savoir-faire traditionnel, notamment dans le domaine de la teinture artisanale.

La réunion s'est déroulée dans une atmosphère amicale, illustrant la volonté commune de toutes les parties impliquées de collaborer en vue d'un avenir économique durable et inclusif pour le Mali. Cette rencontre témoigne de l'engagement des acteurs concernés à travailler ensemble pour promouvoir le développement industriel et économique du pays, tout en veillant à préserver les savoir-faire locaux et à soutenir les PME maliennes.

Cette démarche témoigne d'une vision stratégique visant à renforcer l'industrie nationale, à encourager l'innovation et à favoriser une croissance économique équilibrée et durable pour le Mali.

Fatou Sissoko

Refus de visa pour les jeunes basketteuses U-19 : Le Ministère Diop exprime son désaccord officiel envers la République Tchèque



Le Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali a récemment envoyé une note de protestation formelle à la République Tchèque suite au refus de visa imposé à l'équipe nationale féminine U-19 de basketball. Cette décision prive le Mali, champion d'Afrique en titre dans cette catégorie, d'une opportunité majeure de participer à la Coupe du Monde en cours à Brno, en République Tchèque.

Dans un communiqué, le Ministère malien des Affaires étrangères a exprimé son profond regret quant à cet incident. Il souligne que cette situation empêche non seulement le Mali de se représenter, mais aussi l'ensemble du continent africain sur la scène internationale du basketball junior. De ce fait, le Mali se voit privé d'une occasion unique de promouvoir son talent sportif et sa culture à l'échelle mondiale.

Le Ministère a officiellement demandé des explications claires et détaillées aux autorités tchèques concernant les raisons exactes de ce refus de visa, qualifié de "déplorable". Cette protestation vise à affirmer la position ferme du Mali face à une décision perçue comme un obstacle injustifié à la participation sportive de ses jeunes athlètes. Le pays insiste sur le fait que le sport devrait transcender les frontières et offrir des opportunités équitables à tous les athlètes, indépendamment de leur provenance géographique.

La réaction du Mali met en lumière l'importance du sport comme vecteur d'unité et de coopération internationale. En refusant à l'équipe U-19 de basketball la possibilité de concourir, la République Tchèque compromet non seulement les aspirations sportives des jeunes Maliennes, mais aussi les valeurs d'inclusion et de fair-play qui devraient régir le monde du sport.

En attendant une réponse des autorités tchèques, le Mali demeure déterminé à défendre les droits de ses athlètes et à promouvoir la solidarité sportive à l'échelle mondiale. L'issue de cette affaire aura sans nul doute des répercussions sur les relations entre les deux pays et sur la manière dont le sport est perçu comme un outil de rapprochement et de compréhension mutuelle entre les nations.

Arouna Sidibé

Tragédie sur le boulevard menant à Yirimadio : L'appel à la prudence sur nos routes



En ce mardi 8 juillet 2025, à 8h21, une scène tragique s'est déroulée sur le boulevard menant à Yirimadio, laissant une empreinte indélébile dans les esprits. Une fillette de 13 ans, innocente et insouciante, a perdu la vie dans un accident bouleversant impliquant un véhicule de type 4x4 roulant à une vitesse excessive.

La fillette, traversant la route, a été percutée de plein fouet par le véhicule hors de contrôle, causant un choc d'une violence inouïe. Victime d'une grave hémorragie crânienne, elle a malheureusement succombé sur le coup. Son cartable, témoin muet de son innocence enfantine, reposait toujours sur son dos.

Cette tragédie, survenue en plein cœur des vacances estivales, nous rappelle de manière poignante l'importance cruciale de la prudence et de la responsabilité sur nos routes, particulièrement en présence d'enfants innocents et vulnérables.

Chaque conducteur, qu'il circule à moto ou en voiture, détient une part de responsabilité dans la sécurité collective. Les enfants, souvent absorbés par leurs jeux et leur insouciance, ne perçoivent pas toujours les dangers qui les entourent. Il incombe donc aux adultes de veiller sur eux et d'anticiper les risques potentiels.

Le respect du Code de la route n'est pas une simple formalité administrative, mais un impératif vital. En zone urbaine, la vitesse maximale autorisée de 40 à 50 km/h n'est pas à prendre à la légère : elle est garante de la préservation de vies humaines. Un moment d'inattention, un excès de vitesse, peuvent entraîner des conséquences dramatiques, transformant une seconde d'inattention en drame irréversible.

En hommage à la jeune victime de ce tragique accident et dans l'intérêt de la sécurité de tous, il est impératif que chacun fasse preuve de civisme sur la route. La vigilance doit être de mise aux abords des écoles, des marchés, des carrefours et dans les quartiers résidentiels. Ce drame ne doit pas être relégué au rang de simple fait divers, mais doit servir de rappel poignant que chaque excès de vitesse peut potentiellement se transformer en crime involontaire.

Il est de notre devoir collectif en tant que citoyens responsables de protéger les vies fragiles qui nous entourent en adoptant des comportements respectueux du Code de la route. Seul un changement profond de mentalité et de comportement pourra prévenir de nouvelles tragédies et garantir la sécurité de tous sur nos routes.

Moussa Diarra

Kayes et Nara : Opération antiterroriste des Forces Armées Maliennes



Les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont récemment lancé une série d'opérations ciblées contre des groupes terroristes dans les régions de Kayes et Nara, comme l'a annoncé l'État-major général des armées dans un communiqué diffusé ce lundi. Ces actions, menées les 12 et 13 juillet derniers, avaient pour objectif de détruire des bastions logistiques et des camps d'entraînement utilisés par les groupes terroristes opérant dans ces zones.

Dans la nuit du 13 juillet, des frappes aériennes ont été conduites contre des abris terroristes situés dans la forêt de Gal-Gal, à 25 km au nord d'Aourou. Selon le communiqué officiel, ces frappes ont permis de neutraliser plusieurs "points logistiques" ainsi qu'un "camp d'entraînement", réduisant ainsi la capacité opérationnelle des groupes terroristes dans cette région. Cette action a mis en lumière l'extension des activités des groupes armés vers l'ouest du pays, une évolution inquiétante pour la sécurité régionale.

Parallèlement, dans la région de Bamadougou, située à 25 km au sud-est de Madina Kagoro dans la région de Nara, les FAMA ont procédé au démantèlement d'abris de passage et de postes d'observation utilisés par les terroristes. Trois combattants ont été neutralisés lors de cette opération, et du matériel de surveillance tel que des jumelles et des équipements de communication a été saisi. Ces actions terrestres et aériennes s'inscrivent dans une stratégie globale visant à exercer une pression constante sur les réseaux jihadistes opérant dans la région.

L'État-major des armées réaffirme l'engagement continu des FAMA dans la recherche et la destruction des refuges terroristes, soulignant la détermination des forces maliennes à sauvegarder l'intégrité du territoire national. Dans ce contexte, un appel à l'unité nationale est lancé pour faire face à la menace terroriste qui pèse sur le pays.

Ces récentes opérations antiterroristes démontrent la ferme volonté des autorités maliennes à lutter contre le terrorisme et à assurer la sécurité des populations dans un contexte régional marqué par la montée des activités des groupes armés.

Mohamed N'Diaye

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Crise au complexe minier de Loulo-Gounkoto : L'État malien opte pour la vente d'une tonne d'or pour assurer la reprise des opérations



L'État malien a pris une décision radicale en optant pour la vente d'une tonne d'or issue du stock du complexe minier Loulo-Gounkoto de Barrick Mining. Cette mesure vise à financer la reprise des opérations du site, couvrir les salaires, le carburant et les dettes envers les sous-traitants, suite à près de six mois d'arrêt. L'administrateur judiciaire Soumana Makadji, ancien ministre de la Santé, a été désigné pour diriger temporairement la mine, et a pris cette décision stratégique alors que l'usine a redémarré récemment, amorçant un retour progressif à la production.

Cette vente de l'or devrait rapporter environ 107 millions de dollars, marquant ainsi l'une des premières mesures fortes prises depuis que le complexe a été placé sous administration provisoire en juin dernier, suite à une décision de justice à Bamako. Barrick avait suspendu ses activités en janvier après un conflit avec le gouvernement malien concernant la fiscalité minière et la réforme du code minier de 2023.

La société canadienne a engagé une procédure d'arbitrage international pour défendre ses intérêts face à cette nouvelle législation jugée rétroactive. Mark Bristow, directeur général de Barrick, exprime ses inquiétudes quant à la capacité de l'administrateur judiciaire à gérer efficacement la mine, craignant des répercussions à long terme sur le complexe minier.

Malgré la reprise partielle des activités, le retour à un rythme normal de production prendra au moins quatre mois, un délai qui pourrait s'allonger sous l'administration judiciaire. La situation est d'autant plus compliquée que Barrick a restreint l'accès à ses systèmes in-



formatiques au Mali, et seuls les salariés basés à Bamako ont été payés pour le mois de juin, laissant les employés sur site impayés. De plus, le retour du personnel expatrié reste incertain, accentuant les défis auxquels le complexe minier est confronté.

Au-delà du conflit fiscal, un enjeu stratégique crucial se profile : le permis d'exploitation de Loulo-Gounkoto arrive à expiration en février 2026, et le gouvernement malien n'a pas encore pris de décision concernant la demande de renouvellement déposée par Barrick il y a quatre mois. Cette situation soulève des incertitudes quant à l'avenir du complexe minier et de ses activités.

En somme, la vente de l'or du stock de Loulo-Gounkoto représente une mesure d'urgence pour assurer la reprise des opérations minières, mais les défis persistants et les incertitudes entourant l'avenir du complexe soulignent la nécessité d'une résolution rapide et efficace de cette crise.L'incertitude alimente les craintes d'une perte de contrôle par une multinationale sur l'un de ses actifs les plus stratégiques en Afrique en raison du conflit malien qui s'inscrit dans un contexte régional complexe. Les régimes militaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso cherchent à capter une part plus importante des revenus miniers, profitant de la hausse des cours de l'or qui ont augmenté de 25 % depuis le début de l'année pour atteindre un pic de 3 500 dollars l'once en avril. En revanche, des démocraties comme le Ghana ou la Côte d'Ivoire privilégient des réformes plus progressives, axées sur l'augmentation des redevances minières et une meilleure gouvernance.

Au Ghana, le président John Dramani Mahama a pris des mesures telles que la création d'un groupe de travail contre la contrebande d'or et la mise en place du GoldBod, un conseil national chargé de centraliser et sécuriser le commerce de ce métal précieux. En revanche, le Mali entretient l'incertitude quant à l'avenir de Loulo-Gounkoto, et la vente imminente d'une partie de l'or du complexe pourrait établir un précédent lourd de conséquences pour l'industrie minière en Afrique de l'Ouest. Cette vente mettrait en lumière une intervention directe de l'État dans la gestion d'un actif stratégique encore sous licence d'un opérateur privé international, ce qui pourrait avoir des répercussions importantes sur le secteur minier de la région.

Fatou Sissoko



Crise de la qualité de l'eau à Bamako : La DG de la SOMAGEP-SA monte au front

Face à la dégradation préoccupante de la qualité de l'eau du fleuve Niger, la Directrice Générale de la Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable (SOMAGEP-SA), Mme Bocoum Fatoumata Siragata Traoré, a engagé une série d'actions urgentes et ciblées pour préserver la santé des populations de Bamako et garantir un accès continu à une eau conforme aux normes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

La semaine dernière, Mme Bocoum a multiplié les descentes sur le terrain, adoptant une approche proactive et rigoureuse. Le mercredi 9 juillet 2025, dès 7 heures du matin, elle s'est rendue personnellement à la Station de Pompage de Kabala. Objectif : évaluer sur place les difficultés de traitement de l'eau brute, fortement impactée par la recrudescence des activités de dragage et d'orpaillage dans le fleuve. Son inspection a mis en lumière plusieurs dysfonctionnements techniques, ce qui a conduit à la convocation immédiate d'un Comité de Direction d'urgence. Ce dernier s'est penché sur des solutions techniques et organisationnelles à mettre en œuvre à très court terme.

Le lendemain, jeudi 10 juillet, la patronne de la SOMAGEP-SA a poursuivi son marathon par une visite approfondie de la Station de Pompage de Djicoroni-Para. Elle y a inspecté chaque dispositif de traitement et a ordonné la remise en marche de la Station Compacte de Potabilisation du site. Une étape cruciale pour améliorer rapidement l'offre en eau potable dans les zones affectées.

La même journée, Mme Bocoum a clôturé ses visites par un passage au Laboratoire Central de la SOMAGEP-SA. Elle y a réaffirmé son attachement au respect scrupuleux des standards de qualité, appelant les équipes techniques à un contrôle rigoureux et permanent de l'eau distribuée.

En parallèle, des efforts ont été intensifiés pour renforcer les capacités de production sur d'autres sites stratégiques, notamment à Magnambougou, Kalabanbougou et Djicoroni Para. Des équipes techniques spécialisées ont été mobilisées dans l'urgence pour assurer la disponibilité de l'eau dans les ménages, en dépit des contraintes actuelles liées à la pollution du fleuve.

« Il est impératif que l'eau continue de couler dans les foyers, et qu'elle soit saine. C'est notre responsabilité collective envers les populations », a déclaré Mme Bocoum, manifestant une détermination sans faille.

Par cette mobilisation exemplaire, la Directrice Générale de la SOMAGEP-SA démontre un engagement fort en faveur d'un service public de l'eau fiable, équitable et durable. Dans un contexte de pression environnementale croissante, ces actions traduisent une volonté de protéger un bien commun vital : l'eau, source de vie et de dignité pour tous.

Yacouba Ongoiba



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

L'état malien face à ses périphéries : L'impasse jacobine



Depuis la rébellion de 1963, l'armée malienne a joué un rôle central dans la gestion des « problèmes » du Nord. Mais ce rôle n'a jamais été républicain. Loin d'être un outil neutre de protection, elle s'est imposée comme l'organe de répression d'un État central obsédé par la souveraineté et incapable d'écoute. Chaque mouvement de contestation, chaque soulèvement, chaque revendication touarègue fut réprimé dans le sang, avec la même lecture binaire : loyalisme ou trahison. Les populations civiles furent confondues avec les groupes armés. Les représailles collectives remplacèrent les enquêtes. La répression, loin d'apaiser, ne fit qu'enraciner le ressentiment.

La centralisation malienne a donc été militarisée : un projet d'uniformisation imposé à coup de fusils, de prisons et de massacres. Ce n'est pas l'administration qui gouvernait le Nord, mais la peur.

Chaque rébellion touarègue (en 1963, en 1990, en 2006, en 2012 et en 2024) aurait pu être l'occasion d'un dialogue national sincère sur la nature de l'État, sur l'inclusion des périphéries, sur la reconnaissance des identités multiples du Mali. Mais jamais ces révoltes n'ont été considérées comme politiques. Elles furent ethnicisées, criminalisées, disqualifiées. Le pouvoir central ne voulait pas entendre que des citoyens réclamaient justice, équité, respect. Il voyait seulement des « séparatistes », des « agents de l'étranger », des « ennemis de la nation ».

Cette attitude trahit une peur fondamentale : celle d'admettre que le Mali n'est pas un bloc homogène, mais un pays composite, aux trajectoires historiques différentes, aux réalités culturelles plurielles. La centralisation est alors devenue un acte de foi autoritaire, une réponse réflexe à toute contestation, un moyen de nier l'histoire et la géographie du pays.

Chaque rébellion a débouché sur un accord : en 1991, 1996, 2006, 2015. Mais chaque accord fut vidé de sa substance par le refus de remettre en cause le monopole de l'État central sur le pouvoir politique, administratif et budgétaire. La décentralisation annoncée ne fut qu'un leurre : des collectivités sans ressources, sans autonomie réelle, sous tutelle permanente de gouverneurs nommés depuis Bamako. La promesse de fédéralisme implicite contenue dans certains accords fut systématiquement trahie.

L'accord d'Alger de 2015, le plus ambitieux sur le papier, fut rapidement transformé en coquille vide, tant l'État malien redoute toute forme d'autonomie régionale véritable. La coordination politico-militaire du Nord y voyait un pas vers une reconnaissance des spécificités locales ; Bamako y lisait une menace de partition. Résultat : blocage, méfiance, sabotage mutuel. Et reprise du conflit.

La centralisation malienne n'a produit ni paix, ni développement, ni unité. Elle a généré l'instabilité, la défiance et la fragmentation. Elle a renforcé le sentiment d'abandon et d'humiliation dans les régions périphériques, au Nord, mais aussi dans certaines zones du Centre et de l'Est. Elle a alimenté les récits d'auto-détermination, les dynamiques d'enracinement local, les logiques communautaires.

Pire encore, en refusant obstinément de partager le pouvoir, l'État central a laissé des vides que d'autres ont comblés : groupes armés, leaders religieux, narcotrafiquants, djihadistes. Là où Bamako ne voulait pas déléguer, il a été remplacé. Là où il refusait de reconnaître les autorités locales, il a été supplanté. L'échec de la centralisation est aussi une faillite de l'autorité étatique elle-même.

La centralisation malienne n'a même pas bénéficié à Bamako dans son ensemble. Elle a surtout enrichi une minorité politico-administrative qui confisque le pouvoir, les ressources et les décisions. La centralisation n'a pas unifié : elle a concentré, accaparé, et creusé les inégalités. Bamako n'est pas seulement la capitale politique ; elle est devenue la capitale exclusive des élites, sourdes aux réalités du pays profond. Le reste du Mali est géré à distance, par circulaires, par commissaires, par militaires.

Ce système produit un État qui fonctionne en vase clos, prisonnier d'une bulle urbaine, coupé de ses territoires. Un État faible mais autoritaire, incapable de réformer mais prompt à réprimer, prompt à accuser l'étranger, l'ethnie, ou l'opposant de tous les maux. Un État qui, à force de nier ses marges, a perdu son centre.

Il est temps de poser une question fondamentale : que signifie, au juste, « unité nationale » dans un pays aux réalités si diverses ? L'unité n'est pas l'uniformité. Elle ne peut se fonder sur la négation des différences. Elle exige, au contraire, la reconnaissance active des territoires, des identités, des mémoires. Le Mali ne peut être gouverné comme une monarchie républicaine, depuis un centre tout-puissant. Il doit être repensé comme un archipel d'espaces interconnectés, articulés autour d'un pacte de solidarité nationale, et non d'un diktat centralisateur.

Cela suppose un vrai fédéralisme malien — pas au sens classique occidental, mais au sens d'un partage réel du pouvoir politique et administratif avec les régions. Cela suppose d'abandonner la peur paranoïaque de la division, pour embrasser l'idée que l'unité se construit dans la confiance, et non dans la contrainte. Cela suppose enfin de traiter les rébellions non comme des trahisons, mais comme des signaux d'alarme, des moments où le pays s'interroge sur lui-même.

L'échec de la centralisation malienne n'est pas seulement un échec technique ou administratif. C'est un échec politique profond, un refus obstiné de reconnaître la complexité du pays. Tant que cette logique perdurera, le Mali continuera à se débattre dans les mêmes cercles : révolte, répression, oubli, répétition. Sortir de ce cycle suppose une révolution politique au sens noble : un changement radical dans la conception de l'État, de la souveraineté, de la citoyenneté.

Le Mali du futur ne pourra se construire que sur une base pluraliste, équitable, et véritablement démocratique. Un Mali où le Nord ne sera plus suspect, mais respecté. Où l'armée protégera au lieu de punir. Où la capitale écoutera au lieu d'ordonner. Un Mali décentralisé, non par faiblesse, mais par choix. Un Mali fort parce que divers, et non malgré sa diversité.

Sambou Sissoko



Tribune d'opinion : Pour une fiscalité endogène au service du développement en Afrique



Dans la plupart des pays africains, le manque de ressources financières est régulièrement invoqué pour expliquer les retards dans la mise en œuvre des politiques de développement. Pourtant, ce déficit chronique de financement n'est pas une fatalité. Il résulte en grande partie d'un choix de société : celui d'un système fiscal étroit, complexe, peu inclusif, et donc inapte à mobiliser durablement les ressources nécessaires pour faire face aux besoins croissants de nos économies.

La solution passe moins par l'aide extérieure ou le recours excessif à l'endettement que par une réforme courageuse, intelligente et inclusive de notre fiscalité.

Une fiscalité faible, une dépendance forte

La pression fiscale moyenne en Afrique subsaharienne est estimée à environ 15 % du PIB,



contre plus de 35 % dans les pays de l'OCDE. Cette situation prive les États africains de marges de manœuvre budgétaires pour financer des secteurs vitaux tels que l'éducation, la santé, les infrastructures ou la sécurité. Conséquence directe : face à des dépenses rigides, les États se tournent vers l'emprunt, souvent à l'étranger, alimentant une spirale d'endettement qui grève leurs budgets et limite leur souveraineté économique.

L'informel : une richesse mal exploitée

Le paradoxe africain est là : nos économies sont dynamiques, créatives, résilientes, mais en grande partie informelles. Plus de 80 % de la population active exerce en dehors du cadre légal, et ce secteur représente jusqu'à 40 % du PIB dans certains pays. Pourtant, il contribue très peu à l'impôt. Non pas par refus de participer à l'effort collectif, mais parce que l'environnement fiscal actuel est inadapté à sa réalité.

Formaliser le secteur informel n'est pas synonyme de répression ou de lourdeur administrative. Il s'agit au contraire de proposer des régimes simples, accessibles et progressifs, adaptés aux petits opérateurs économiques, avec en retour des incitations concrètes : accès au financement, à la commande publique, à la protection sociale et à l'accompagnement technique.

La simplification fiscale : levier stratégique pour la mobilisation

La complexité du système fiscal constitue un frein majeur à la conformité. Il est urgent de mettre en place une fiscalité lisible, stable, et numérisée, qui facilite la déclaration et le paiement de l'impôt. Pour les petites entreprises, cela peut passer par des régimes forfaitaires simplifiés, la dématérialisation des démarches, l'utilisation des paiements mobiles, et la réduction des délais et des tracasseries administratives.

Un contribuable qui comprend ce qu'il doit payer, pourquoi il le paie, et comment cela se traduit en services concrets, est beaucoup plus enclin à s'acquitter de ses obligations fiscales.

Vers un pacte fiscal citoyen

Il faut sortir d'une vision punitive et centralisée de la fiscalité pour aller vers une logique de pacte fiscal citoyen : l'État s'engage à améliorer la gouvernance, la transparence et l'efficacité des dépenses publiques, tandis que les citoyens acceptent de contribuer à l'effort collectif dans un cadre équitable. Cela exige une lutte résolue contre les exonérations abusives, les fraudes fiscales des grandes entreprises et la corruption qui affaiblit l'État.

Conclusion : financer notre souveraineté

L'Afrique ne manque ni de ressources, ni d'acteurs économiques, ni de potentiel de croissance. Ce qui fait défaut, c'est une fiscalité capable de capter une partie de cette richesse pour la réinjecter dans le développement. Le vrai défi n'est pas technique : il est politique. Il nous appartient de refonder notre fiscalité pour qu'elle soit juste, inclusive, efficace et au service de nos priorités stratégiques.

C'est ainsi que nous pourrons réduire notre dépendance à l'endettement, mieux financer nos ambitions, et surtout assumer pleinement notre destin.

Par Harouna Niang, ancien Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements du Mali

Mali : Quand l'artisan critique son propre ouvrage



Dans une tribune publiée récemment, Choguel Kokalla Maïga, ancien Premier ministre du Mali, a livré une analyse sévère sur la situation politique et sécuritaire du pays. S'il appelle à ne pas « assassiner l'espoir des Maliens » et fustige la prolongation indéfinie de la Transition militaire, sa déclaration suscite aujourd'hui de nombreuses interrogations, tant elle semble oublier que l'auteur des critiques est aussi l'artisan majeur du système qu'il dénonce.

L'ancien Premier ministre s'insurge contre la prolongation « jusqu'à la pacification totale du pays » d'un régime qu'il qualifie d'injustifiable, tout en rejetant fermement toute négociation avec les groupes armés terroristes (GAT). Pourtant, rappelons que c'est précisément sous sa houlette que la Transition s'est prolongée, à défaut de calendrier clair et de réformes profondes, alors même que la situation sécuritaire empirait.

Choguel Maïga semble également occulter son rôle actif dans la consolidation du pouvoir militaire depuis le premier putsch d'août 2020. Il fut une des figures centrales qui, par ses discours et ses décisions, a contribué à légitimer un régime qui aujourd'hui concentre critiques

et mécontentements. Ses appels à rejeter les partis politiques et à dissoudre les forces politiques d'opposition, à travers la peur et la répression, sont une illustration flagrante de la dérive autoritaire dont il dénonce les conséquences.

Son rappel des souffrances endurées par le Mali et des erreurs historiques engage aussi une réflexion sur son propre bilan. L'ancien Premier ministre se présente comme le défenseur d'un État unitaire et d'une souveraineté nationale bafouée, mais il est aussi celui qui, au sommet de la Transition, n'a pas su imposer une gouvernance inclusive et stable, ni empêcher le glissement vers un régime personnel et militarisé.

Sa dénonciation de la « rente mémorielle » liée aux événements de mars 1991 sonne comme un désaveu à l'égard des acteurs qui le critiquent, sans jamais reconnaître que la fracture politique malienne dépasse une seule personne et résulte d'une série de compromis et d'erreurs collectives, dont il a été un protagoniste majeur.

Par ailleurs, sa mise en garde contre une possible prise de pouvoir des terroristes, présentés ironiquement comme pouvant s'installer à Koulouba, semble plus relever d'une stratégie politique pour justifier la permanence au pouvoir des militaires que d'une analyse objective. Le pays a besoin de dialogue véritable et de réconciliation, non d'une guerre de positions où chacun accuse l'autre tout en restant enfermé dans ses certitudes.

L'ancien Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, en rappelant des vérités historiques et des principes essentiels, ne peut ignorer son rôle dans la dynamique actuelle. Critiquer un pouvoir qu'il a aidé à bâtir sans assumer pleinement ses responsabilités ne contribue qu'à entretenir la confusion et la division.

Le Mali mérite mieux que des discours partisans et ambivalents. Il appelle à un leadership qui reconnaisse ses erreurs passées, accepte le dialogue avec tous les acteurs politiques et sociaux, et place l'intérêt national au-dessus des ambitions personnelles. Sinon, le risque de voir le pays sombrer dans un cercle vicieux d'instabilité et de chaos restera plus que jamais d'actualité.

Moctar Sow



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Inde : Un homme célèbre son divorce en prenant un bain de lait

Un habitant de Baraliarpar, près de Mukalmua, dans le district de Nalbari en Inde, a attiré l'attention sur lui en célébrant de manière inhabituelle la fin de son mariage. La vidéo de Manik Ali, prise par un voisin, le montre en train de prendre un bain avec environ 40 litres de lait pour marquer son divorce.

Dans cette séquence largement partagée sur Internet, on peut voir Manik Ali se tenant près du puits tubulaire de sa maison, se versant généreusement quatre seaux de lait sur lui-même tout en proclamant avec joie : « Je suis libre aujourd'hui. Nous avons été légalement séparés au tribunal. Mon avocat m'en a informé. Pour célébrer cette occasion, je me suis baigné avec 40 litres de lait. »

La décision de prendre ce bain de lait a été prise par Manik Ali juste après avoir appris de son avocat que la procédure de divorce était désormais terminée. Selon les informations des médias locaux, Manik Ali a déclaré que sa femme était impliquée dans une liaison extra-conjugale et s'était enfuie avec son amant à plusieurs reprises. Malgré ses efforts pour sauver son mariage pour le bien de leur fille, le couple a finalement dû se résoudre au divorce en raison de l'insécurité persistante.

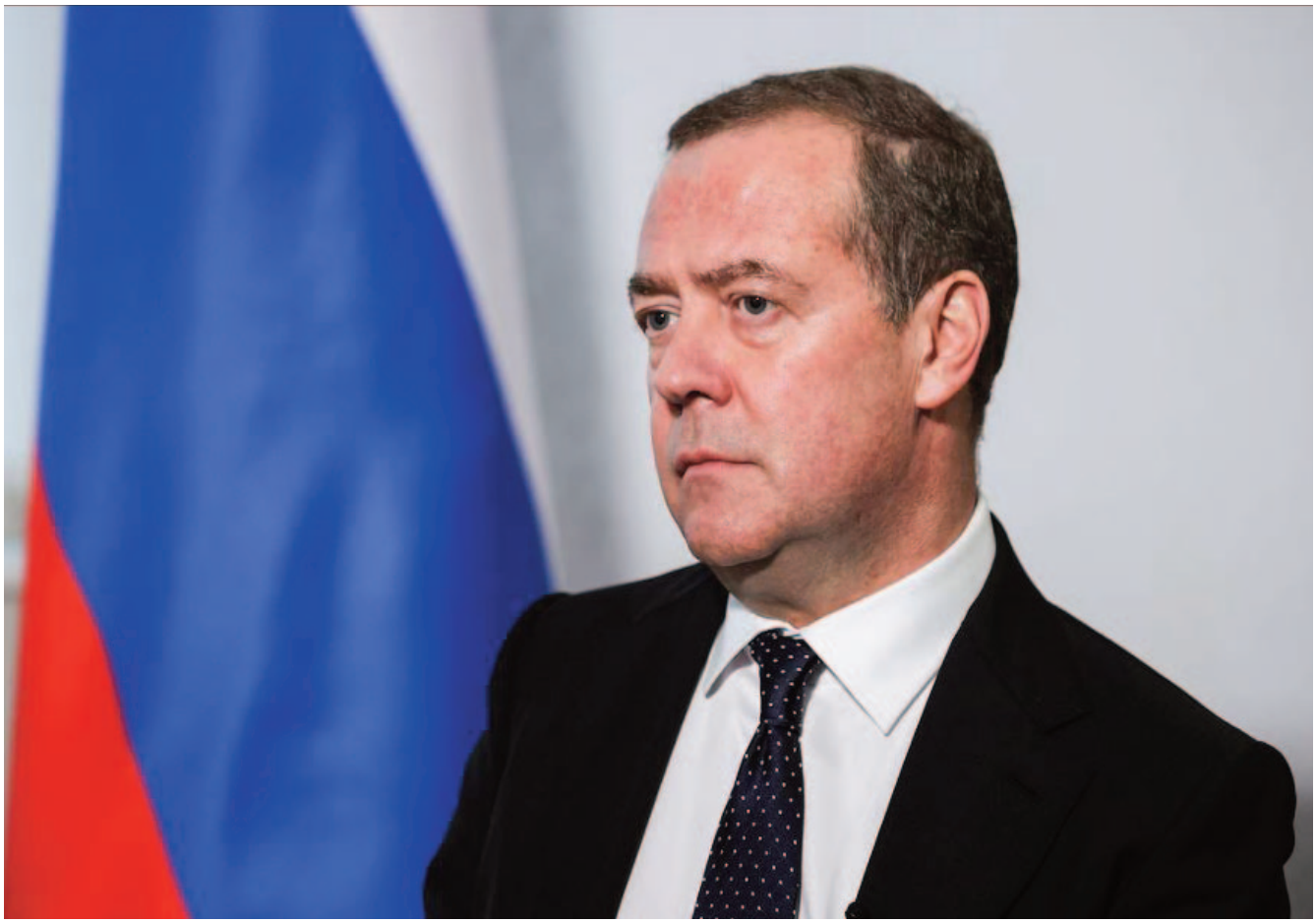
« Elle était déjà partie, mais cette fois, elle a emmené notre fille. Cela m'a brisé le cœur. Après la dissolution officielle, j'ai ressenti comme une renaissance. C'est pourquoi j'ai décidé de me baigner avec du lait, pour symboliser un nouveau départ », a confié Manik Ali à ETV.

Cette célébration peu conventionnelle du divorce de Manik Ali a suscité diverses réactions sur les réseaux sociaux, certains saluant son courage et sa détermination à tourner la page, tandis que d'autres ont exprimé leur surprise face à cette méthode originale de célébration. Ce geste symbolique restera sans doute gravé dans les mémoires de ceux qui ont suivi cette histoire insolite.

Fatou Sissoko



Guerre Ruissie-Ukraine : Medvedev repond à l' ultimatum lancé par Donald Trump



Washington, le 15 juillet - Les récentes déclarations du président américain Donald Trump ont suscité une vive réaction de la part de Moscou. En effet, le vice-président du Conseil de sécurité russe, Dmitri Medvedev, a qualifié ces propos d'« ultimatum théâtral » adressé au Kremlin, soulignant le peu d'intérêt que Trump porterait à la réaction de la Russie.

Dans une publication sur la plateforme sociale X, Medvedev a souligné le caractère dramatique de l'ultimatum lancé par Trump, affirmant que le monde s'attendait à des conséquences graves, tandis que l'Europe belliqueuse était déçue et que la Russie semblait indifférente.

Ces déclarations interviennent en réponse aux annonces faites par Donald Trump le 14 juillet, où il a confirmé la décision de Washington de continuer les livraisons d'armes et d'équipements militaires à l'Ukraine, sous réserve que l'Europe finance ces livraisons. Le processus sera coordonné par l'OTAN, a précisé le président américain. De plus, Trump a averti que les États-Unis pourraient imposer des droits de douane allant jusqu'à 100 % sur les importations en provenance de Russie et de ses partenaires si aucun accord n'était trouvé pour résoudre le conflit ukrainien.

Cette escalade de tensions entre les États-Unis et la Russie soulève des inquiétudes quant à l'avenir des relations entre les deux puissances mondiales. Alors que Moscou semble minimiser l'impact de cet ultimatum, les réactions de la communauté internationale restent mitigées face à cette nouvelle confrontation.

Il est à noter que ces événements surviennent dans un contexte géopolitique déjà tendu, marqué par des divergences profondes entre les grandes puissances mondiales. L'issue de cette situation reste incertaine, mais une chose est sûre : les prochains développements risquent de redéfinir les équilibres politiques à l'échelle mondiale.

Arouna Sidibé

RCI : Un journaliste béninois extradé dans son pays

Le journaliste béninois critique du pouvoir, Hugues Comlan Sossoukpè, a été arrêté à Abidjan avant d'être extradé à Cotonou, où il a été incarcéré à Ouidah, dans le sud du Bénin, pour des accusations d'apologie du terrorisme, ont affirmé ses avocats à nos confrères de l'AFP.

Hugues Comlan Sossoukpè, connu pour ses prises de position critiques à l'égard du président béninois Patrice Talon, est le directeur de publication du journal en ligne Olofofo. Il vivait en exil à Lomé, au Togo, en tant que réfugié depuis 2019, selon ses avocats. Sa venue à Abidjan le 8 juillet, où il était invité par le ministère ivoirien de la Transition numérique et de la Digitalisation pour participer à un salon sur l'innovation digitale, a rapidement tourné au drame. En effet, dès le 11 juillet, sa détention par les autorités ivoiriennes a été signalée par la presse béninoise, suivie de son extradition vers le Bénin.

L'avocat Charlemagne Dagbedji a confirmé son arrestation dimanche soir à l'AFP. Le lundi matin, il a été présenté à un juge des libertés et de la détention qui a décidé de le maintenir en détention provisoire, selon une source judiciaire.

Me Dagbedji a exigé une communication immédiate et détaillée sur la situation de son client, soulignant qu'il s'attend au respect absolu des droits fondamentaux de Hugues Comlan Sossoukpè, notamment son droit à l'intégrité physique, à un procès équitable et à l'accès à ses conseils et à sa famille. Il a également mentionné que le journaliste est actuellement détenu à la prison civile de Ouidah, dans le sud du Bénin, comme l'a confirmé le collège d'avocats de M. Sossoukpè dans un communiqué dimanche soir.

Cette arrestation de Hugues Comlan Sossoukpè a suscité des interrogations quant au respect des libertés d'expression et des droits de l'homme au Bénin. Les autorités béninoises devront répondre aux exigences de transparence et de respect des droits de la défense dans ce dossier.

Arouna Sidobé



Quarts de finale de la CAN Féminine CAF TotalEnergies 2024 : Des affiches palpitantes en perspective



Les équipes qualifiées pour les quarts de finale de la Coupe d'Afrique des Nations Féminine CAF TotalEnergies 2024 sont désormais connues : Maroc, Zambie, Sénégal, Nigeria, Algérie, Afrique du Sud, Ghana et Mali. Après une phase de groupes intense, place désormais aux matches à élimination directe, qui débutent dès vendredi. Ces rencontres promettent des moments de football passionnants, avec en jeu une place dans le dernier carré de la compétition.

Nigeria vs Zambie

Le coup d'envoi des quarts de finale sera donné par un duel époustouflant entre le Nigeria et la Zambie le 18 juillet 2025 au Stade Larbi Zaouli, à Casablanca. Le Nigeria, neuf fois champion d'Afrique, affiche une solidité défensive redoutable et une ambition débordante pour ce match. Cependant, la Zambie, deuxième de son groupe, compte sur son potentiel offensif et sa créativité pour surprendre les Super Falcons. Une revanche de l'édition précédente est également en jeu, la Zambie ayant battu le Nigeria en petite finale.

Maroc vs Mali

Le même jour, au Stade Olympique de Rabat, le Maroc affrontera le Mali. Les Lionnes de l'Atlas, premières de leur groupe, sont soutenues par leur capitaine Ghizlane Chebbak et auront fort à faire face à une équipe malienne redoutable en phase de transition. Ce match s'annonce équilibré, entre une équipe marocaine confiante à domicile et un Mali combatif qui peut compter sur son engagement physique.

Algérie vs Ghana

Le 19 juillet 2025 au Stade de Berkane, l'Algérie défiera le Ghana. L'Algérie, révélation de cette édition, s'appuie sur un groupe discipliné et équilibré, dirigé par le sélectionneur Farid Benstiti. Le Ghana, quant à lui, sera un adversaire coriace, prêt à relever le défi face à cette équipe algérienne en pleine ascension.

Ces quarts de finale s'annoncent donc comme des affrontements intenses et captivants, où chaque équipe aura à cœur de tout donner pour décrocher sa place dans le dernier carré

de la compétition. Rendez-vous donc sur les terrains pour vivre ces moments de football riches en émotions et en suspense.Les Black Queens, l'équipe nationale féminine du Ghana, ont une longue histoire dans la Coupe d'Afrique des Nations féminine et sont considérées comme une référence du football féminin en Afrique. Dotées d'un effectif expérimenté, elles abordent ce quart de finale avec pour objectif de retrouver le dernier carré, qu'elles n'ont plus atteint depuis 2016. Leur puissance athlétique, leur pressing haut et leur capacité à changer de rythme dans les trente derniers mètres en font des adversaires redoutables pour leurs concurrents.

Le match Afrique du Sud - Sénégal se déroulera le 19 juillet 2025 à 20h00 au Stade de l'Honneur à Oujda. L'équipe d'Afrique du Sud, championne en titre, reste l'une des grandes favorites du tournoi. Sous la direction de Desiree Ellis et menée par des joueuses cadres telles que Refiloe Jane et Jermaine Seoposenwe, les Banyana Banyana comptent sur leur collectif bien rôdé et leur maîtrise technique pour briller. Malgré des résultats mitigés en phase de groupes, incluant un match nul contre la Tanzanie (1-1), l'équipe sud-africaine a su faire preuve de détermination et d'efficacité aux moments cruciaux. Ce quart de finale contre le Sénégal sera un véritable test pour elles.

Le Sénégal s'est qualifié en tant que deuxième meilleur troisième de la compétition. L'équipe se distingue par sa discipline tactique, son organisation défensive rigoureuse et sa détermination inébranlable. Elle possède également un impact physique important et mise sur sa capacité à perturber la construction de jeu de ses adversaires pour créer des opportunités en contre-attaque. Face à l'Afrique du Sud, le Sénégal devra faire preuve de solidité et d'efficacité pour espérer se qualifier pour les demi-finales de la CAN féminine.

Fatou Sissoko



HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous évoluez dans la bonne direction si vous écoutez votre voie intérieure. Faites-vous confiance. Le sommeil et l'évasion mentale seront vos meilleurs atouts pour gérer au mieux vos énergies et cette belle journée.
Ce jeudi 17 juillet, des questions d'organisation monopolisent votre attention et vous obligent à agir vite. C'est le moment de retrousser vos manches et d'aiguiser votre motivation pour passer une journée aussi rentable que gratifiante, au travail !

Taureau (20 avril- 19 mai)

Votre certitude est constructive. Faites-le savoir autour de vous, vous devez en parler pour avancer. Vous devez revoir votre hygiène de vie et faire quelques efforts, la forme se trouve surtout dans la pratique d'une activité sportive, pensez-y. Ce jeudi 17 juillet, joie, satisfaction, bien-être et bonne humeur sont au rendez-vous ! Vous pouvez agir en toute sérénité car l'harmonie retrouvée va vous permettre d'entretenir de meilleurs rapports, d'évoluer de manière positive et de vous épanouir. Vous pouvez vous lâcher en toute quiétude.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Ce jeudi 17 juillet, Animé par vos élans du cœur, vous aurez du mal à vous montrer raisonnable, équilibrez la balance. Vous aurez besoin de calme pour recharger vos batteries. Ne vous attardez pas dans des ambiances malsaines.
Quel que soit le domaine, vous adoptez une « positive attitude » qui permet de créer une belle harmonie autour de vous et de récolter de très bons résultats. Votre bonne humeur et votre audace seront nettement appréciées et vous permettront de démarrer de nouveaux projets.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous serez plus profond que d'ordinaire aux yeux de votre entourage, c'est la clé de votre succès aujourd'hui. Vous en faites trop pour les autres, accordez-vous des pauses... Il est vrai que vous ne sentez pas clairement vos limites, reposez-vous. Ce jeudi 17 juillet, vous avez besoin d'action mais vous n'êtes pas très tolérant avec ceux qui ne sont pas dans le même état d'esprit. Un peu de bienveillance et d'empathie ne nuiront pas à vos échanges, calmez votre trop-plein d'ardeur !

Lion (22 juillet - 23 août)

Cette journée s'annonce sereine et constructive. C'est le moment de penser davantage à vous et à vos proches ! N'oubliez surtout pas de vous échauffer progressivement avant de faire du sport, attention aussi aux mouvements brusques, tempérez-vous. Ce jeudi 17 juillet, vous avec conscience qu'il faut rompre avec certaines habitudes et vous saurez changer les choses intelligemment. Ce bon état d'esprit vous permettra d'appréhender l'avenir sous un nouveau jour et d'apporter un nouveau souffle à votre quotidien.

Vierge (23 août 23 septmbre)

Ce jeudi 17 juillet, vos initiatives seront positives et efficaces. C'est le moment d'agir sans hésitation, vous avez assez réfléchi. Votre apparence physique vous occupe particulièrement. Vous y gagneriez à vous soigner de l'intérieur, surveillez votre équilibre.
Retroussez vos manches, vous ne le regrettez pas, votre efficacité sera à la mesure de votre audace. Veillez juste à canaliser votre impatience, n'imposez pas votre volonté trop brutalement.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous oscillez entre votre besoin de stabilité et de sécurité affective et un besoin de danger qui se fait de plus en plus pressant... Ne croyez pas que vous devez forcément sacrifier l'un des deux ! Il y a une troisième voie.
Ce jeudi 17 juillet, votre côté vif peut finir par lasser les autres. Dans la journée, vous changez d'idée comme de chemise, quelle mouche vous a piqué ? Vous avez beaucoup de mal à relativiser, donc vous vous en prenez à la terre entière.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous aurez l'occasion de démontrer vos talents de médiateur à l'occasion d'un conflit dans votre entourage. La forme est omniprésente, vous êtes presque électrique, parce que vous avez refoulé certains besoins, accordez-vous du temps pour votre vie privée.
Ce jeudi 17 juillet, vous aurez des facilités à prendre des décisions. Votre sens de la stratégie se teinte positivement d'audace. Vous aurez l'occasion de débuter une collaboration, développer une clientèle, entamer un dialogue constructif.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Ce jeudi 17 juillet, des rencontres positives aboutiront à des projets originaux. Vous aurez l'occasion de donner un nouvel élan à votre vie. Vous maîtrisez davantage votre sensibilité, vous y gagnerez en énergie, votre forme remonte car vous gérez mieux vos réserves. Vous avez besoin de renouer avec votre cercle amical. Vous ne ferez pas d'erreurs en ce sens, aujourd'hui, bien au contraire. Vous disposerez de plus de temps à accorder à vos proches et vous serez d'une humeur joyeuse que vous partagerez sans modération.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Si vous arrivez à maintenir votre impétuosité et à contrôler votre action, tout se passera bien. Vous êtes doté d'une force plus grande que vous ne le pensez. Vos doutes vous en privent et ne sont pas fondés.
Ce jeudi 17 juillet, vous êtes créatif et inspiré pour trouver des moyens de vous simplifier la vie. Tâchez de mettre ces talents en œuvre. Vous n'arrêtez pas de trouver des choses à faire, parfois dans l'excès. Prenez aussi du temps pour vous détendre.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Le ciel renforce l'impact de vos moindres faits et gestes et vous facilite grandement la tâche en éclaircissant vos idées et en éclaircissant le moindre de vos propos. Le courant passe et vous vous sentez écouté et approuvé.
Ce jeudi 17 juillet, vous vous sentez dans le vif du sujet, complètement impliqué dans vos activités. Donnez votre avis, vous vous stupéfierez vous-même par les résultats de vos initiatives. Vos efforts seront tout autant appréciés par autrui.

Poisson (19 février - 21 mars)

Ce jeudi 17 juillet, vos liens se consolident et gagnent en intensité. Les réconciliations sont facilitées, l'incertitude sort de votre vie positivement, vous saurez bien mieux dans quelle direction vous diriger après cette journée.
Vous vous affirmez avec aisance, vous mettrez un terme à des relations malsaines et ce, sans remords ! En effet, vous faites suffisamment preuve de clairvoyance pour faire le tri dans ce qui ne vous convient plus. Que du positif !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com